

## MEXIQUE

La croissance économique a été trop lente pour réduire l'écart de niveau de vie considérable qui sépare le Mexique d'autres pays de l'OCDE. Les taux d'emploi sont élevés et augmentent, mais la productivité stagne depuis dix ans.

### Priorités reposant sur des indicateurs

#### **Améliorer l'accès au deuxième cycle de l'enseignement secondaire**

Le Mexique se classe au dernier rang des pays de l'OCDE sur le plan du niveau de formation de la population (même pour les jeunes adultes) et des résultats des élèves. La réduction de cet écart contribuerait à stimuler la croissance en améliorant le capital humain et en facilitant l'adoption des nouvelles technologies.

**Mesures prises :** Des mesures ont été prises en vue de relever dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire le taux d'inscription des jeunes issus de familles à faible revenu, et d'améliorer la qualité de l'enseignement.

**Recommandations :** Les autorités devraient s'efforcer prioritairement de renforcer l'efficacité du système éducatif existant, notamment au niveau secondaire, et du corps enseignant, en continuant à moderniser les programmes scolaires et en responsabilisant davantage les établissements et les enseignants. Parallèlement, le développement de mécanismes efficaces de formation en cours d'emploi devrait se poursuivre.

#### **Abaisser les barrières à l'entrée dans divers secteurs**

La Constitution fait obstacle à la propriété privée dans l'ensemble du secteur de l'électricité, puisque l'investissement privé dans les capacités de production électrique n'est autorisé que pour l'autoconsommation et les petites unités de cogénération (production combinée de chaleur et d'électricité). Il n'existe pas de concurrence effective dans le secteur des télécommunications, où l'opérateur historique TELMEX conserve une position dominante. Par ailleurs, l'entreprise publique PEMEX dispose d'un monopole sur le pétrole et sur l'extraction du gaz naturel.

**Mesures prises :** Une réforme de la loi sur les télécommunications, réduisant le contrôle exercé par TELMEX sur les réseaux de communication, a été proposée en 2002, mais cette initiative n'a débouché à ce jour sur aucune disposition législative. Les activités pétrochimiques « secondaires » de PEMEX ont été ouvertes aux investisseurs privés, avec certaines restrictions.

**Recommandations :** Approuver la proposition de loi sur les télécommunications et l'appliquer effectivement, ce qui permettra d'éliminer les barrières à l'entrée (pour les intervenants nationaux et étrangers) en simplifiant les procédures. Réduire le poids des entreprises publiques dans le secteur énergétique.

#### **Réduire les obstacles aux prises de participations étrangères**

Un certain nombre de restrictions limitent toujours l'investissement direct étranger (IDE). À cet égard, le Mexique est particulièrement mal classé parmi les pays de l'OCDE.

**Mesures prises :** Aucune mesure prise dans les années récentes.

**Recommandations :** Réduire les obstacles à l'IDE, en particulier dans les secteurs de l'électricité et de la téléphonie fixe, mais aussi dans certaines professions libérales, dans le bâtiment et les travaux publics (BTP) et dans les transports.

### Autres priorités essentielles

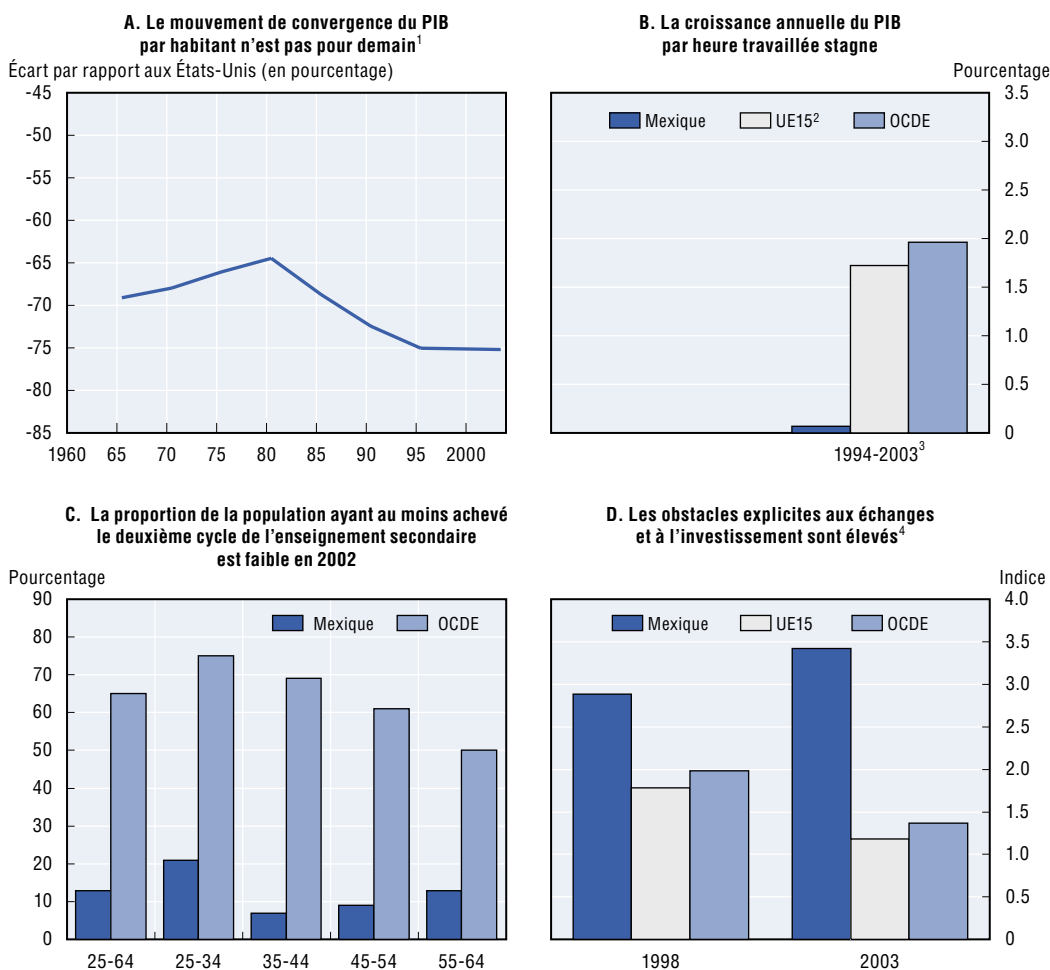
- Réformer le système d'imposition, en élargissant l'assiette de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et en simplifiant le système.
- Renforcer l'état de droit (c'est-à-dire l'efficacité de l'appareil judiciaire et la force exécutoire des contrats).

## MEXIQUE

## Indicateurs structurels

	1990	1995	2000	2003
Croissance tendancielle du PIB par habitant (en pourcentage)	..	..	1.7	1.6
Taux d'emploi tendanciel	..	..	57.7	57.8
Taux d'activité tendanciel	..	..	59.7	59.7
Taux de chômage structurel (NAIRU)	..	..	..	..

Source : Estimations fondées sur les *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76.



1. Écart en pourcentage avec le PIB par habitant des États-Unis, à parité de pouvoir d'achat constante (PPA) de 2000.

2. À l'exclusion de l'Autriche et du Luxembourg.

3. Les chiffres correspondant à la période précédente ne sont pas indiqués faute de données cohérentes pour le Mexique.

4. L'échelle de l'indicateur varie de 0 à 6, du degré de restriction le plus faible au plus élevé.

Source : Graphiques A et B: *Comptes nationaux des pays de l'OCDE*, 2004 ; OCDE, *Statistiques de la population active*, 2004 ; *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 76 ; graphique C: OCDE, *Regards sur l'éducation*, 2004 ; graphique D: OCDE, Base de données sur la réglementation.